

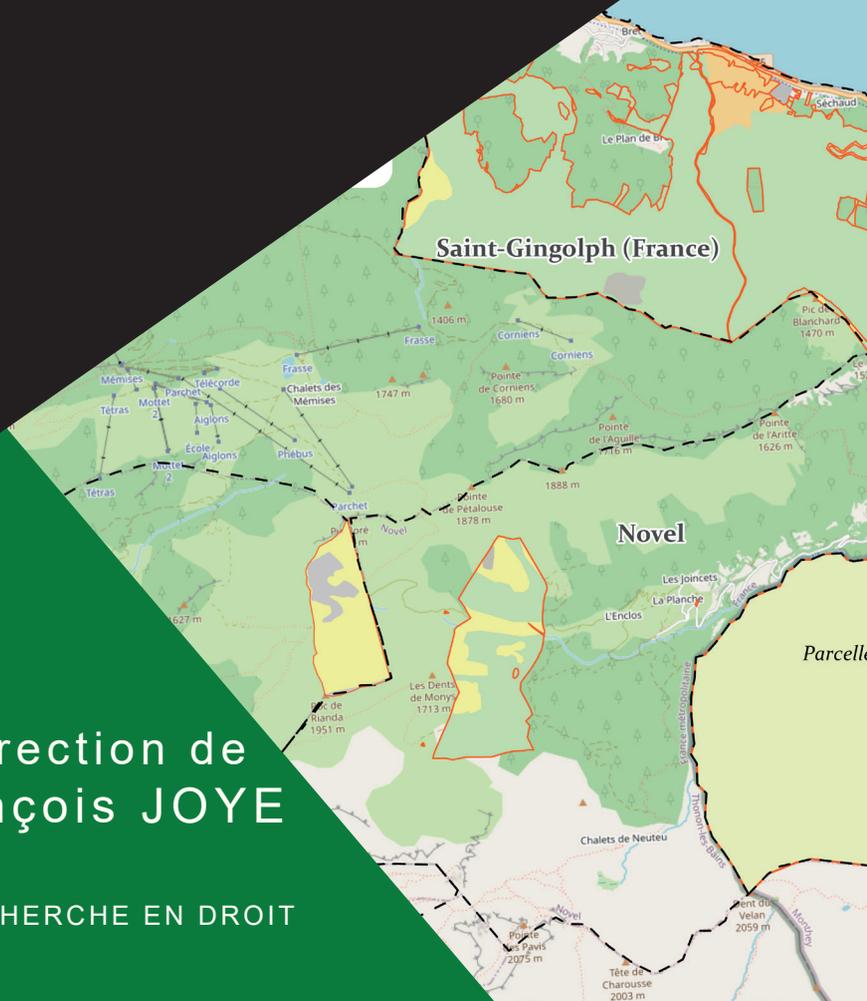
PRESSES UNIVERSITAIRES SAVOIE MONT BLANC

LES « COMMUNAUX » AU XXI^e SIÈCLE

UNE PROPRIÉTÉ COLLECTIVE
ENTRE HISTOIRE
ET MODERNITÉ

Sous la direction de
Jean-François JOYE

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT
ANTOINE FAVRE



LES « COMMUNAUX » AU XXI^e SIÈCLE

UNE PROPRIÉTÉ COLLECTIVE
ENTRE HISTOIRE ET MODERNITÉ

SOUS LA DIRECTION DE
JEAN-FRANÇOIS JOYE



Université Savoie Mont Blanc
Centre de Recherche en Droit Antoine Favre
20 route de la Cascade
BP 1104
F – 73011 CHAMBÉRY CEDEX
Tél. 04 79 75 83 84
www.fac-droit.univ-smb.fr

Illustration de couverture: carte de Saint-Gingolph réalisée par Dominique Baud

Réalisation : Presses Universitaires Savoie Mont Blanc
27 rue Marcoz
BP 1104
F – 73011 CHAMBÉRY CEDEX
btk.univ-smb.fr/livres

ISBN : 978-2-37741-071-2
Dépôt légal : novembre 2021

Aux habitants et acteurs des territoires ruraux qui, avec des convictions parfois divergentes mais sincères, œuvrent avec énergie pour améliorer le « vivre-ensemble ».

« Il me paraît inconcevable qu'une relation éthique à la terre puisse exister sans amour, sans respect, sans admiration pour elle, et sans une grande considération pour sa valeur. Par valeur, j'entends bien sûr quelque chose qui dépasse de loin la valeur économique; je l'entends au sens philosophique ». La cause de l'éthique de la terre semblerait désespérée, n'était la minorité en révolte ouverte contre ces tendances « modernes ».

Aldo Léopold, *Almanach d'un comté des sables*, 1949, rééd. GF Flammarion, 2000, p. 282 et 283

(La propriété collective) est « un *état particulier de la propriété*, qui a en lui-même sa fin et sa raison d'être et qui repose sur le groupement nécessaire des personnes auxquelles elle appartient: il y a un grand nombre de choses qui doivent être mises sous cette forme pour rendre aux hommes tous les services dont elles sont susceptibles, et qui ne sont pas destinées à devenir un objet de propriété ».

Marcel Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, Paris, LGDJ, 8^e ed. 1920, t. 1, *Principes généraux, les personnes, la famille, les incapables, les biens*, p. 942.

SOMMAIRE

Remerciements.....	11
Listes des principales abréviations et acronymes	13
Avant-propos. Le projet de recherche « Les communaux en montagne – ‘Comon’ ». 19	
Prolégomènes	21
Communaux : les pérégrinations d'un phénix	
Jean-François Joye.....	23
PARTIE 1	
Résistance et mutation : l'évolution des communaux.....	59
A. Les communaux : une constante dans l'histoire, un héritage	61
Histoires de « montagnes » en Haute-Savoie : les alpages de Sales (Sixt-Fer-à-Cheval) et de Lessy (Glières-Val-de-borne), XII ^e -XXI ^e siècle Alain Mélo, Christophe Guffond et Denis Laissus	63
Les sommets des « Hautes-Vosges » : communs, ressources et agrosystèmes sociaux (XIV ^e – XVIII ^e siècle) Jean-Baptiste Ortlieb.....	83
Constitution et évolution historique des communaux de montagne en pays de Cize et vallée de Baïgorry (Pays Basque, Pyrénées-Atlantiques) Amaia Legaz	107
Biens communaux et communautés de montagne dans la région portugaise de Trás-os-Montes (1766-1939) Pedro Mota Tavares.....	129
Notes about the common land in Lombard alpine valleys (18 th and 19 th centuries) Andrea M. Locatelli, Luca Mocarelli, Paolo Tedeschi	147
Alle origini della questione sarda: le leggi « europee », la fine de <i>su connottu</i> e la « crisi di un mondo » proprietà collettiva e questione fondiaria nella Sardegna rurale del XIX ^o secolo Gianraimondo Farina.....	165
La sauvegarde des usages civiques dans les Statuts de la Chastelado Mario Riberi	177
B. Le projet « Les communaux en montagne » (Savoie, Haute-Savoie)	195

Les propriétés collectives dans les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie (état des lieux en 2017) Anouk Bonnemains	199
Pour une typologie des mécanismes subsistants de propriété collective : les investigations du Projet 'Comon' en terre savoyarde Bruno Berthier.....	213
Entre contraintes et opportunités : les ressources détenues par les propriétés collectives foncières analyse de trois cas d'étude dans les départements savoyards Dominique Baud, Anouk Bonnemains	247
Cartographie des trois sites étudiés.....	267
C. Les mutations organiques et fonctionnelles des communaux	271
Les propriétés collectives sous les fourches Caudines du droit des biens Christophe Quézel-Ambrunaz et Johann Le Bourg.....	275
La forme des communaux en droit civil des biens Flora Vern	295
Pluralisme juridique et communaux Claire Cuvelier	317
Le profil juridique contemporain des communaux (et des sections de commune en particulier) Jean-François Joye.....	339
La section de commune : une institution publique locale oubliée Enjeux financiers et fiscaux Jean-Luc Albert.....	355
Les droits fondamentaux des sections de commune au prisme de la propriété collective Philippe Yolka.....	371

PARTIE 2

De l'anachronisme à l'avant garde : la régénération des communaux?375

A. Formes, fonctions et dynamiques contemporaines des communaux : entre gestion, attachement et intendance d'une « ressource » 377

Carnet de terrain : le foncier des propriétés collectives l'aune des notions de réserve et de ressource Analyse des entretiens (Auvergne, Alpes du Nord) Sylvie Duvillard	379
--	-----

Dwelling in the relational commons: exploring the contemporary role and significance of a 'section de commune' in the Jura mountains, France George Smith, Gretchen Walters, Olivier Hymas.....	397
La terestrialité des communs : <i>justissima tellus</i> Bioculturalité et propriété collective Fabien Girard	415
B. La contribution des communaux à la mise en valeur des territoires et à la satisfaction des besoins collectifs : de l'indifférence aux opportunités	449
Biens communaux et gestion forestière : plaidoyer pour une continuité historique Caroline Chamard-Heim	451
Les baux sur la propriété publique à usage collectif Philippe Yolka.....	471
Le statut domanial de la propriété publique à usage collectif Philippe Yolka.....	479
Droit international de l'environnement, communautés locales et réminiscence des propriétés collectives Lorène Modica.....	487
C. La contribution des communaux à la gouvernance et aux politiques publiques	499
La coopération intra-communale Réflexion sur la (r)inscription des propriétés collectives dans l'action territoriale Jean-François Joye.....	501
L'inadaptation du revenu cadastral comme critère permettant d'envisager la constitution des commissions syndicales des sections de commune Jean-François Joye.....	519
Les communaux et l'action publique européenne entre invisibilité générale et protection <i>a minima</i> Damien Bouvier.....	527
Les gestionnaires collectifs d'espaces pastoraux entre reconnaissance et fragilisation : un angle mort de la politique agricole commune? (Pyrénées) Corinne Eychenne.....	547
Terre commune et estive dans les monts d'Auvergne : une relation ambiguë, du divorce à de nouvelles relations Éric Bordessoule.....	569

D. La valorisation des communaux à l'étranger	585
L'evoluzione normativa delle forme comunitarie di gestione di beni collettivi agro-silvo-pastorali nei territori montani italiani Gian Candido De Martin	589
Gli usi civici e i domini collettivi tra questioni di giurisdizione e di tutela del patrimonio culturale Matteo Timo	613
Il caso del monte Gottero in Liguria alla luce di recenti vicende giurisprudenziali nuove prospettive per la tutela della proprietà collettiva? Piera Maria Vipiana	635
Le comunità originarie in Italia. Il sistema comunitario nella realtà attuale: l'esempio delle Ville del Carso triestino Maria Athena Lorizio	645
Andonno comunità resiliente, innovativa nella gestione dei beni collettivi Daniela Risso	661
Le système foncier de propriété partagée en Angleterre et au Pays de Galles: l'exemple des « communs » Déborah Thebault	671
L'Écosse, l'État et les communs: le <i>community land ownership</i> comme politique publique Julie Deconchat	685
Structures foncières et gestion communautaire de l'eau: le cas des bisses dans le Valais Philippe Billet	707
Annexes	721
Annexe n° 1 Les sections de commune: patrimoine et fonctionnement	723
Annexe n° 2 Méthode du projet « Les communaux en montagne – 'Comon' » 2018-2021	735
Annexe n° 3 Recensement par commune de la superficie des systèmes fonciers de propriété collective (en hectare) et de leur part dans la superficie totale de la commune	743
Sélection bibliographique	755
Table des auteurs	799

LE COMUNITÀ ORIGINARIE IN ITALIA
IL SISTEMA COMUNITARIO NELLA REALTÀ ATTUALE :
L'ESEMPIO DELLE VILLE DEL CARSO TRIESTINO

MARIA ATHENA LORIZIO

Riassunto. Nella prima parte dello studio, esaminiamo le varie categorie delle comunità originarie di abitanti, a struttura familiare e/o a carattere di impresa sociale, lo speciale regime giuridico dei patrimoni comunitari e il sistema di vita associata nelle diverse regioni dello Stato Italiano con i necessari riferimenti storici agli Stati preunitari. Nella seconda parte ci occupiamo di un caso particolare di gestione collettiva nel Nord Est d'Italia, nella zona dell'Altopiano carsico: il contenzioso tra il Comune di Trieste e le Comunelle dell'alto Carso. Il Comune di Trieste rivendica i diritti d'uso civico dei cittadini di Trieste sui patrimoni intavolati alle Comunelle comprese nella sua circoscrizione amministrativa. Concludiamo questo studio soffermandoci sul rinnovato interesse del mondo della cultura e degli operatori economici per le strutture comunitarie, e sull'importanza della gestione delle comunità locali per la tutela del patrimonio agro-silvo-pastorale. Soprattutto dobbiamo riflettere sul nuovo ruolo che le comunità originarie possono svolgere nella crisi dei valori della società contemporanea, crisi che spinge gli abitanti delle città a riavvicinarsi al mondo rurale per ritrovare gli antichi stili di vita e i vecchi sapori.

Résumé. Les communautés originaires en Italie. La réalité du système communautaire actuel. L'exemple des communautés du Karst Triestin (Italie).

Dans la première partie de l'étude, nous examinerons les différentes catégories de communautés d'habitants, en forme de structure familiale et/ou de « sociétés », le régime juridique spécial des patrimoines communautaires et le système de vie associée dans les différentes régions de l'État italien, en faisant les liens historiques nécessaires. Ensuite, nous parlerons d'un cas particulier de gestion collective des biens dans le nord-est de l'Italie, dans la région de l'Altopiano Carsico (haut-plateau Karstique): le litige entre la municipalité de Trieste et les communes du haut Karst. L'occasion nous est donnée de réfléchir au nouveau rôle que les communautés peuvent jouer dans la crise des valeurs de la société contemporaine.

Abstract. Original communities in Italy. The reality of the community system today. The example of the communities of the Karst plateau (Triest, Italy).

In the first part of the study, we examine the various categories of original communities of inhabitants, with family structure and/or societies, the special

legal regime of communal assets and the system of associated life in the different regions of the Italian State with the necessary historical references. In the second part, we will focus on a particular case of collective land management in the North-East of Italy, in the area of the Karst Plateau (Altopiano Carsico): the dispute between the Municipality of Trieste and the Communes of the high Karst. This is an opportunity to reflect on the new role that the communities can play in the crisis of values in contemporary society.

I. Gli assetti comunitari in generale – In Italia: nel Nord le comunità di villaggio originarie a struttura familiare – nel Centro le comunità a struttura di impresa sociale – nel Sud i demani civici – riferimenti storici

A. Gli assetti comunitari in generale nel Nord, Centro e Sud Italia

Le comunità di abitanti originarie si sono formate con i primi insediamenti stabili, circa 12000 anni fa, quando gli uomini da cacciatori e raccoglitori dei frutti del sottobosco, divennero agricoltori e cominciarono a costruire capanne e ripari nelle zone più idonee alla coltivazione e quindi alla vita del gruppo¹. Nel villaggio primitivo, prima struttura di vita sociale, il sistema di vita era comunitario e solidale e consisteva nell'utilizzo, diretto e promiscuo e, nello scambio in natura dei prodotti necessari alla vita e alla sopravvivenza della comunità e di ogni singolo componente di essa. Gli antichi demanialisti della scuola napoletana affermavano che ciascun membro della comunità agiva «uti singulus et uti civis». L'utilizzo dei beni era limitato alle esigenze primarie della comunità nel rispetto e tutela massima del territorio.

Il sistema comunitario si è mantenuto nelle zone dove particolari condizioni storiche e sociali ne hanno permesso la sopravvivenza e lo sviluppo, in particolare nei territori più estremi e lontani dalla vita civilizzata, nei villaggi e zone rurali isolate dei vari continenti ed anche in molte zone di montagna e aree interne dei paesi di Europa.

In Italia le comunità di villaggio hanno origini, strutture e storie diverse nelle varie regioni. Per la storia di queste comunità rimando alla mia relazione del Convegno di Napoli del 13 febbraio 2018 dalla quale si riportano qui in sintesi le notizie più importanti². Nelle zone montane del Nord Italia le comunità formate dalle famiglie originarie, raggruppate nella grande categoria delle «comunioni familiari montane»³ sono organizzate con propri organi e statuti deliberati dai capifamiglia riuniti in pubblica assemblea. Esse hanno sempre gestito in piena autonomia i beni del loro patrimonio agro-silvo-pastorale appresi «per laudo» in conformità dei regolamenti d'uso consuetudinari e nell'interesse della intera comunità⁴.

1 Y. N. HARARI, *Sapiens. Da animali a dèi. Breve storia dell'umanità*, Bompiani, rééd. 2019, La rivoluzione agricola pag. 105 e ss.

2 M. A. LORIZIO, «Domini collettivi fra Sud, Centro e Nord – prospettive e nostalgie» Relazione al Convegno di Napoli del 13 féb. 2018 in «*Assetti fondiari alternativi-un altro modo di possedere!*», pubblicata sul sito di Aproduc www.demaniocivico.it, sez. Biblioteca, pubblicazioni.

3 E. ROMAGNOLI, «Le comunioni familiari montane: natura privata e interesse pubblico», in G.C. DE MARTIN (a cura di), *Comunità di villaggio e proprietà collettive in Italia e in Europa*, Padova, 1990.

4 Per tutte le notizie sull'istituto delle proprietà collettive: inquadramento giuridico e storico, v. V. CERULLI IRELLI, «Apprendere per laudo, Saggio sulla proprietà collettiva», *Quaderni*

Le comunità hanno avuto la massima espansione in epoca feudale, nel sistema economico chiuso legato all'utilizzo e scambio in natura dei prodotti della terra e, hanno mantenuto la loro autonomia nell'età comunale, nel Trecento, al tempo delle Signorie e nel Cinquecento con i principati, quando l'Italia era terra di scontri tra i re di Francia, di Spagna e gli Asburgo d'Austria. Le antiche Regole del Veneto hanno continuato a gestire i loro patrimoni anche quando a inizio '800, con le leggi napoleoniche del Regno d'Italia del 1805 e 1806, furono disciolti i corpi degli antichi originari e trasferiti i beni alla Municipalità. Infine, quando si formò lo Stato unitario, le Regole di Cortina d'Ampezzo furono le prime ad opporsi alle leggi di epoca fascista del 1924/27 e del r.d. 1928 sulla privatizzazione delle terre coltivabili e sulla apertura dei beni agli usi civici di tutti i residenti (v. Sub B.).

Nel Centro Italia le Università Agrarie ed associazioni agrarie hanno origine e struttura differente rispetto alle comunioni familiari del Nord Italia. Esse derivano dalle associazioni di fatto di agricoltori e allevatori di bestiame che agivano nei territori dell'ex Stato Pontificio, del Lazio, parte delle Marche, dell'Umbria e dell'Emilia. Queste associazioni vennero riconosciute come persone giuridiche con struttura di impresa e finalità sociali con la legge 4 agosto 1894 n° 397 sui « Domini collettivi nelle ex provincie dello Stato Pontificio ». Ma le Università agrarie ed associazioni agrarie riconosciute si scontrarono subito con il diverso sistema delle leggi di epoca fascista del 1924/1927 sulle privatizzazioni dei demani civici e sulla creazione delle piccole proprietà contadine che ne impedì di fatto l'attuazione⁵.

Nelle regioni meridionali invece manca la struttura della comunità di abitanti organizzata con propri organi e statuti. Il territorio agro-silvo-pastorale che fa capo alla comunità originaria di abitanti, era aperto agli usi di tutti i residenti (*cives*). Ed essendo soggetto ad un regime giuridico speciale pari a quello del demanio pubblico dello Stato è indicato nella prassi con il termine di « *demanio di uso civico* ». La comunità dei *cives* costituiva l'*universitas civium*, da cui è derivato il termine « *demanio civico universale* » proprio degli Stati preunitari meridionali⁶.

B. Le comunità originarie di abitanti nel sistema giuridico vigente

Nell'ordinamento giuridico italiano, a inizio '900, si volle unificare a livello nazionale l'intero settore degli usi civici e assetti collettivi con il r.d. 22 maggio 1924, n 751 di *riordinamento degli usi civici nel regno*, conv. in legge 16 giugno

fiorentini, 45 (2016), p. 295-357 pubbl. sul sito www.demaniocivico.it, sez. Biblioteca, pubblicazioni.

5 P. GROSSI, *Un altro modo di possedere*, Giuffrè, Milano, 1977. L'Autore descrive con passione le lotte sociali e l'iter parlamentare che portarono alla l. n° 397/1894 che è stata la prima legge nazionale sui domini collettivi.

6 Per bibliografia e storia sui demani civici nel Sud Italia, v. A. LUKAS BULGARELLI, « I beni comuni nell'Italia meridionale: le istituzioni per il loro management », in *Glocale – Rivista molisana di storia e scienze sociali*, 9-10 Beni Comuni, gennaio 2015.

1927, n° 1766 e con il regolamento di attuazione approvato con r.d. 26 febbraio 1928 n° 332.

Con queste leggi si estese anche alle comunità montane del Nord Italia e alle Università Agrarie ed associazioni del Centro Italia il sistema di liquidazione degli usi civici e di ripartizione dei demani civici del Sud Italia che derivava dalle leggi dell'ex Regno di Napoli del decennio napoleonico (1806/1814), che riguardavano quindi una realtà completamente diversa da quella delle comunità del Nord e del Centro Italia.

Con le leggi del '24/'27 il legislatore nazionale ha disposto, infatti, l'apertura di tutti i terreni di uso civico, compresi i patrimoni delle comunità, agli usi di tutti i « cives » residenti, ed ha provveduto alla quotizzazione delle terre coltivabili in base ad un piano tecnico di sistemazione fondiaria ed avviamento culturale. Le quote erano assegnate alle famiglie contadine a titolo di enfiteusi affrancabile. Con l'affrancazione del canone enfiteutico le terre di demanio civico uscivano dallo speciale regime delle terre civiche ed entravano nel regime di diritto comune. Si tendeva così a creare un sistema generalizzato di piccole proprietà contadine per venire incontro alle necessità delle classi rurali più povere e dei reduci del primo conflitto mondiale.

Le quotizzazioni non potevano però comprendere anche i patrimoni a gestione collettiva delle comunioni familiari montane delle zone alpine e delle associazioni del Centro Italia. In questa situazione, mentre molte Università Agrarie e associazioni agraria del Centro Italia rimasero con patrimoni insufficienti e vennero sciolte, trasferendo i beni ai comuni di competenza territoriale, le comunità montane del Nord iniziarono subito un contenzioso con lo Stato, rivendicando la propria autonomia e il regime di diritto privato dell'antico patrimonio agrosilvo-pastorale iscritto nei Catasti Tavolari. Il contenzioso fu lungo e complesso, e si concluse con una conciliazione che portò al riconoscimento delle strutture comunitarie con le leggi montagna del 25 luglio 1952 n° 991 e 3 dicembre 1971 n° 1102⁷.

Con l'art. 34, l. n° 991/1952 si stabilì che le comunioni familiari montane potevano continuare « a godere e ad amministrare i loro beni in conformità dei rispettivi statuti e consuetudini riconosciuti dal diritto anteriore », mentre l'art. 10 l. n° 1102/1971 ha dichiarato le comunioni familiari montane disciplinate dai rispettivi statuti e consuetudini, e quindi non più soggette alla disciplina degli usi civici.

Per effetto delle leggi montagna n° 991/1952 e n° 1102/1971 cit., la categoria delle comunioni familiari montane si sottraeva nettamente alle disposizioni delle leggi sugli usi civici del 1927/'28 che, invece, si applicano alle terre di demanio civico o d'uso civico, cioè alle terre delle comunità originarie aperte gli usi di tutti i « cives », che si trovano in gran quantità soprattutto nelle regioni del Centro Sud e del meridione d'Italia.

7 Per un'analisi approfondita e interessante della forte opposizione delle comunità montane del Nord v. V. CERULLI IRELLI, « *Apprendere per Laudo* », cit.

Le comunità montane del Nord e del Centro Italia continuarono quindi a gestire i loro antichi patrimoni in piena autonomia, ma ebbero una vita dura, in conflitto continuo con gli altri poteri locali, in particolare con i comuni e dopo il 1970, entrato in vigore il sistema regionale, anche con le Regioni a statuto ordinario.

Il legislatore nazionale ha cercato di riorganizzare l'intero settore degli assetti collettivi con la legge 31 gennaio 1994 n° 97 per le zone montane. All'art. 3, l. n° 97/1994 si affidava alle regioni il compito di «*riordinare la disciplina delle organizzazioni montane, anche unite in comunanze, comunque denominate, comprese le comunioni familiari montane di cui all'art. 10 l. 3.12.1971 n° 1102, le regole cadorine di cui d.lgs. 3.5.1948 n° 1104 e le associazioni di cui alla l. 4.8.1894 n° 397, sulla base dei principi indicati alle lett. a) e b) n° 1,2,3 e 4 dell'art. 3 della legge 97/94*».

Le leggi regionali non vennero mai promulgate, ma le organizzazioni montane hanno continuato ad osservare le proprie norme consuetudinarie e statuti, cercando di conciliare le antiche tradizioni con le nuove e diverse esigenze e scelte del sistema socio-economico basato sulle leggi di mercato.

Nel 2017 è intervenuto di nuovo il legislatore nazionale con la legge 20 novembre 2017 n° 168 («*Norme in materia di domini collettivi*»). Questa legge ha inserito le comunità originarie, comunque denominate, le proprietà ed assetti collettivi, i demani civici e tutte le terre soggette al regime degli usi civici in un'unica categoria, la categoria dei beni o «domini collettivi». Con la legge n° 168/2017 i domini collettivi sono stati riconosciuti come «*ordinamento giuridico primario delle comunità originarie*» soggetto alla Costituzione con capacità di autonormazione ed è stata anche definita la categoria dei beni collettivi⁸. La legge n° 168/2017, coordinata con le leggi del 1924/27 e con il r.d. n° 332/1928 sugli usi civici, tutt'ora vigenti, è ora la legge fondamentale che regola la materia degli usi civici e assetti collettivi. La legge n° 168/2017 sui domini collettivi riconosce e blinda il regime giuridico di inalienabilità e di perpetua destinazione dei beni collettivi già sancito dal legislatore fascista del 1927/28, ed aggiunge il vincolo paesaggistico di cui all'art. 142, 1° co., lett. h), d.lgs. 22 gennaio 2004 n° 42, *codice dei beni culturali e del paesaggio*. Viene meno quindi tutta la parte delle leggi del 1927/28 incompatibile con le nuove norme, come le disposizioni sulle quotizzazioni e privatizzazione delle terre coltivabili (art. 13 – 24, l. n° 1766/1927).

Nel mondo degli assetti collettivi, comunque denominati, ha avuto inizio il processo di riorganizzazione degli enti di gestione per l'approvazione dei nuovi statuti e per il rinnovo degli organi in conformità della legge n° 168/2017. Questo processo è stato preparato ed accompagnato da un intenso movimento culturale,

8 La legge 20 nov. 2017 n° 168 è stata oggetto di Convegni e studi, v. per un quadro di sintesi la relazione del Presidente di Aproduc, V. CERULLI IRELLI, «*Lettera del Presidente e Segretario di Aproduc del 13 novembre 2019*» in www.demaniocivico.it, sez. Notiziario, Notizie, e «*Nota della Redazione di APRODUC Relazione definitiva sulla legge 168/2017*», in www.demaniocivico.it, sez. Biblioteca, Pubblicazioni. V. per maggiori dettagli sul la legge 168/2017 v. nel libro supra il testo di G. C. de Martin.

convegni, studi e molte iniziative di settore e da importanti pronunce interpretative della Corte costituzionale (sent. n° 113/2018, n° 178/2018, n° 179/2018 e n° 71/2020)⁹.

Come si è detto, la legge n° 168/2017 è una legge di principi che richiede un regolamento di attuazione. Vi sono ancora molte questioni non risolte, ad esempio il procedimento per la costituzione di nuovi enti di gestione nelle zone dove mancano storicamente le comunità originarie organizzate e vi sono interessi collettivi di rilievo; vanno anche chiariti i rapporti delle comunità originarie con i comuni e con i poteri regionali, e stabilite le regole per la sanatoria delle aree che sono state abusivamente edificate ed hanno quindi perso in modo irreversibile la destinazione originaria di terreni agrari, boschivi o pascolivi.

In Italia nelle zone montane e rurali, le comunità originarie sono sempre esistite, anche se la categoria giuridica della proprietà collettiva è stata riconosciuta solo di recente con la legge n° 168/2017, mentre sui diritti civici o d'uso civico sulle terre private vi è stata una grande varietà e contrasto di teorie. Per gli Autori che sostengono i diritti delle comunità, i diritti di uso civico sono veri e propri diritti da conservare e tutelare, diritti reali *in re propria* o diritti collettivi d'uso o diritti condominiali, mentre in passato per la maggior parte della dottrina demanialista, si trattava di servitù, oneri reali e pesi a carico dei terreni feudali e quindi da liquidare e far cessare come esercizio. Per gli Autori più progressisti, gli abitanti dovrebbero rivendicare i loro diritti *d'usage* opponendosi ad es. alle operazioni di vendita da parte dei comuni con progetti alternativi di sviluppo socio-economico, con movimenti culturali e di concertazione, con la diffusione – attraverso la stampa e i media – dei vantaggi del mondo comunitario, con azioni di carattere sociale da parte degli stessi titolari degli antichi diritti. Il mondo delle comunità e assetti collettivi dovrebbe rimettersi in moto. E può e deve farlo attraverso la conoscenza e la rivendica degli antichi diritti *d'usage*, entrando in tal modo in concorrenza con gli altri soggetti economici e sociali (v. II).

II. Il versante del Nord Est, tra il Friuli Venezia Giulia e l'Istria – Un caso particolare: il contenzioso tra il Comune di Trieste e le comunelle dell'alto Carso triestino

A. Il versante del Nord Est, tra il Friuli Venezia Giulia e l'Istria

Nell'altopiano dell'Alto Carso Triestino, le Comunelle – denominazione tipica locale degli antichi insediamenti di famiglie originarie – rappresentano una realtà patrimoniale importante sia per la consistenza – il 90 % del territorio agrosilvopastorale della provincia di Trieste è iscritto nel Libro fondiario delle

9 Le sentenze della Corte Costituzionale n° 113/2018, n° 178/2018, n° 179/2018 e n° 71/2020 sono pubblicate sul sito www.demaniocivico.it, sez. Sentenze, Giurisdizioni Superiori - Corte Costituzionale.

Comunelle – che per la gestione comunitaria svolta in piena autonomia e a vantaggio esclusivo dei comunisti (*consorti*)¹⁰.

La gestione comunitaria del patrimonio naturale del territorio carsico che fa capo alle comunelle originarie autoctone, costituisce un modello di buon governo con riflessi importanti sotto molti aspetti: uso promiscuo, solidale e controllato delle risorse, la perpetua destinazione agrosilvo pastorale del patrimonio antico che impedisce sfruttamenti abnormi e a fini speculativi del territorio, sviluppo economico nel pieno rispetto dell'ambiente per una qualità sana e migliore di vita. La ricchezza del patrimonio agrosilvo pastorale ha portato ad aspri conflitti con i poteri pubblici locali e a contenziosi complessi che durano tuttora.

In questo studio esaminiamo un caso specifico ed esemplificativo: il contenzioso tra una comunità originaria dell'Alto Carso triestino – la comunella Jus Vicinia Srenja – Opicina Opčine (di seguito Comunella di Opicina) – e il comune di Trieste.

Per poterne riferire, dobbiamo considerare il quadro storico e la coesistenza nello stesso territorio di popolazioni di origine e cultura diversa, slovena e italiana. La vertenza si svolge nel circondario del Comune di Trieste che fu annesso all'Italia alla cessazione del primo conflitto mondiale, quando con il Trattato di Versailles del 28 giugno 1919 furono stabilite le condizioni di pace con la Germania e di seguito con il Trattato di Saint Germain en Laye del 10 settembre 1919 la ripartizione del dissolto Impero austro-ungarico e le condizioni di pace con l'Austria. Con i Trattati di Trianon del 4 giugno 1920, di Neuilly del 27 novembre 1920 e di Sèvres del 11 aprile 1920, furono stabilite le condizioni di pace con Ungheria, Bulgaria e Turchia. Per quel che ci riguarda, con il Trattato di Saint Germain en Laye fu annesso all'Italia il Tirolo cispalpino e il trentino, e cioè le attuali provincie di Trieste, Gorizia, Trento e Bolzano, e alcuni comuni delle provincie di Udine, Vicenza, Brescia e Belluno. Ma essendo sorti contrasti per la definizione del confine tra l'Italia e il nuovo Stato Jugoslavo che rivendicava la

10 La categoria delle comunità originarie familiari nel versante del Nord Est, ha denominazioni, situazioni socio-economiche e culture diverse nei singoli territori. I patrimoni antichi delle comunità, boschi e pascoli montani, sono localizzati nelle aree della Carnia e della Val Canale e Canal del ferro, in provincia di Udine, a confine con l'Austria, e nel Carso triestino e goriziano, poche sono le comunità nelle aree collinari e in pianura, nelle zone lagunari e aree di pesca di Grado e Marano.

Nella Val Canale, 15 comunità o Vicinie, 13 Consorzi di diritto di servitù della Val Canale e 18 Comitati di A.S.U.C. (Amministrazioni separate usi civici) sono riuniti nel Coordinamento provinciale e regionale delle proprietà collettive del Friuli.

Ricordiamo che le antiche comunità anche quando coincidono con le frazioni amministrative del comune, mantengono la propria autonomia statutaria. Nella provincia di Trieste 29 Comunelle del Carso triestino – denominazione locale Jus e Srenje – riunite nel Consorzio «Agraria Skupnost Jus Srenje» (Comunanza delle Comunelle o Vicinie) gestiscono un patrimonio antico di oltre 5000 ha. Iscritto nei Libri fondiari con atti che risalgono al 1786. E' il nucleo più stabile e di interesse socio-economico della minoranza slovena nel territorio italiano della provincia di Trieste.

Notizie tratte dalle pubblicazioni della *Comunanza – Agraria Skupnost Jus Comunelle – Srenje Vicinie* della Provincia di Trieste.

Dalmazia e la città di Fiume, la questione fu regolata con il Trattato di Rapallo del 12 novembre 1920 e successivamente con il patto di Roma, sottoscritto nel 1924. Con il Trattato di Rapallo furono disegnati i confini tra l'Istria e l'ex Jugoslavia e soprattutto l'Italia assunse l'obbligo di rispettare i diritti e le proprietà dei cittadini delle *nuove nazioni*. Questo Trattato è importante perché con esso l'Italia assunse l'obbligo di recepire lo speciale regime giuridico comunitario dei territori annessi, già riconosciuto e regolato con le leggi asburgiche.

Le comunità familiari originarie del Friuli Venezia Giulia hanno quindi continuato a gestire a norma dei rispettivi statuti e antiche regole e consuetudini i patrimoni di antico possesso collettivo facenti capo alle comunità di famiglie autoctone. Si tratta in genere di beni immobiliari intavolati nei Libri fondiari delle proprietà collettive, osservando le prescrizioni del sistema catastale tavolare in uso nelle province dell'Impero austroungarico che, come è noto, ha efficacia probatoria del diritto¹¹.

Come si è detto nella I° parte *sub B.*, il sistema e il regime collettivo delle comunità familiari originarie sia nelle zone montane del Nord Italia che nelle aree interne del Centro Italia (dove le comunità si svilupparono come associazioni agrarie di fatto ed imprese sociali con denominazioni tipiche, Università agrarie, comunanze agrarie, partecipanze), si sono incrinati nella prima metà del '900, quando entrarono in vigore le leggi di epoca fascista del 1924/27 e regolamento del 1928 sul riordino degli usi civici nel Regno. Le leggi del 24/27 tendevano a creare un sistema di piccole proprietà contadine al fine di venire incontro alle esigenze di vita delle classi rurali più povere e degli ex combattenti e reduci del 1° conflitto mondiale. Era un sistema del Nord Italia di piccole proprietà individuali, ben diverso da quello degli assetti collettivi che si opposero subito alle nuove leggi con vertenze e movimenti di varia natura, giudiziaria ed amministrativa. Il conflitto fu lungo e si risolse con le leggi Montagna del 1952 e del 1971 che riconobbero l'antico regime regolato da statuti e consuetudini delle comunioni familiari montane e lo sottrassero alle leggi usi civici del 1924/27. Le leggi del 24/27 restarono a regolare le terre aperte agli usi di tutti i cives residenti, del demanio civico del Sud Italia (demanii civici) e i procedimenti di liquidazione degli usi civici su terre private.

11 Il sistema tavolare fu reso obbligatorio per tutte le province dell'Impero dal codice civile universale austriaco del 1811, e fu successivamente regolato dalla legge generale 25 luglio 1871 B.L.I. n. 95, introdotta nell'ordinamento giuridico italiano con il R.D. 28 marzo 1929 n. 499. Principio fondamentale del sistema tavolare è l'iscrizione nei registri che è requisito sostanziale per l'acquisto ed il trasferimento della proprietà e dei diritti reali sugli immobili. L'iscrizione nei libri fondiari ha luogo in base alla prova di validità e legittimità del titolo costitutivo del diritto del dante causa secondo le norme speciali dell'istituto.

Il Libro Fondiario comprende tutti gli atti relativi sia al patrimonio antico che alle terre derivate dalle operazioni di *reulizione* (abolizione con corrispettivo) delle servitù boschive e diritti di pascolo e prodotti forestali su terreni privati, che ai diritti di possesso comune e di godimento promiscuo, aboliti con le modalità stabilite dalla Patente Imperiale di Francesco Giuseppe del 5 luglio 1853 n. 130 e norme succ.

B. Il contenzioso tra il Comune di Trieste e le comunelle dell'alto Carso triestino

Il Trattato di Rapallo del 1920 è essenziale per capire e risolvere il lungo contenzioso – ancora pendente – tra la Comunella di Opicina, frazione di Trieste, e la città di Trieste. In sintesi, la vertenza si inserisce nel quadro di forte contrasto fra la popolazione rurale del contado di origine e cultura slovena e filo-asburgica e la borghesia cittadina, mercantile e liberale, di nazionalità italiana e fede risorgimentale, che era contraria al governo asburgico.

Nella città di Trieste il contrasto era anche di carattere politico/ religioso, data la presenza di potenti logge massoniche in contrasto con la Chiesa cattolica, che era vicina all'Austria. Il contrasto era politico da quando a metà 800, con la nomina elettiva del Consiglio e del Podestà, che sostituiva il Governatore di nomina asburgica, la borghesia si impossessò del potere, avvalendosi della legge elettorale che privilegiava le classi più ricche, venendo così a controllare il territorio in tutti i suoi aspetti sociali, economici e politici. Divenne quindi più aspro il contrasto con la popolazione del circondario dove si trovavano le comunità originarie con le proprie organizzazioni e rappresentanze politiche. I presidenti delle comunità originarie erano i referenti del Podestà e del Comune, come prima lo erano stati del Governatore di nomina imperiale. Il contado extraurbano eleggeva un gruppo di consiglieri comunale, di minoranza, ma che in tal modo potevano avere voce in consiglio comunale. Era buono anche il rapporto del contado con i cittadini di nazionalità italiana che vivevano nelle ville extraurbane e che avevano modi e scopi di vita comune con la popolazione rurale di cultura slovena. La classe borghese invece non riusciva ad avere il controllo del territorio esterno alla città né economico né politico e sociale. Si deve anche considerare che il circondario, di nazionalità e cultura slovena, era di fede cattolica, filo asburgico e all'epoca era in piena crescita.

La borghesia illuminista e liberale della città tentò in tutti i modi di appropriarsi del potere e del controllo sul territorio extraurbano, cercando di eliminare le strutture economiche, sociali e politiche delle comunelle, e a tal fine si servì anche delle strutture del potere comunale. Dopo decine di ricorsi giudiziari e tentativi presso il giudice tavolare avverso le iscrizioni nei Libri fondiari, con delibera consiliare di fine 800, il Comune di Trieste riuscì ad eliminare i presidenti delle comunità originarie come figure rappresentative politiche, sostituendoli con i «capivilla» di nomina del podestà. I presidenti delle proprietà collettive sono rimasti, invece, nei consigli comunali degli altri comuni della provincia di Trieste.

Vi è un lungo contenzioso – ancora pendente – tra la comunella Jus Vicinia Srenja - Opicina Opčine (di seguito Comunella di Opicina) dell'Alto Carso triestino e la città di Trieste. Il comune di Trieste ha rivendicato per la generalità dei suoi cittadini i diritti d'uso civico o di demanio civico su alcune particelle tavolari intestate alle comunelle ubicate nei comuni censuari di Opicina, Rupigrande e Gabrovizza compresi nella sua circoscrizione amministrativa. Il conflitto è nato dalla pretesa del Comune di Trieste di rivendicare per la

generalità dei suoi cittadini i diritti d'uso civico o di demanio civico su alcune particelle tavolari intestate alle comunelle ubicate nei comuni censuari di Opicina, Rupigrande e Gabrovizza, che sono frazioni del Comune di Trieste compresi nella sua circoscrizione amministrativa.

La comunella di Opicina si è opposta tenacemente alle pretese del Comune di Trieste difendendo i suoi diritti originari sempre goduti *ab antiquo* dai soli comunisti di Opicina in conformità delle antiche norme e consuetudini delle comunioni familiari montane, come scritto nel proprio statuto¹². Dalla documentazione depositata in giudizio risulta che la comunella di Opicina è proprietaria esclusiva *ab antiquo* dei beni a sé intestati nel libro tavolare dei Comuni Catastali o Censuari siti in provincia di Trieste, in base all'iscrizione effettuata sotto il regime austroungarico secondo le norme del sistema tavolare, mantenuto e confermato anche dopo il trasferimento all'Italia del territorio del Comune di Trieste in base al Trattato di Rapallo del 12 novembre 1920, ratificato in Italia con l. n° 1778/1920.

Con tale Trattato sono stati regolati i rapporti tra il Regno d'Italia ed il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni. In particolare, le iscrizioni catastali del precedente regime austroungarico sono state confermate con i r.d. 4.11.1928 n° 2325 e 29.3.1929 n° 499. Nel 1955, fu pubblicato all'albo pretorio del Comune di Trieste in data 5.11.1955 il bando del Commissario agli usi civici di Trieste che, all'esito del procedimento di verifica demaniale, aveva ritenuto che i beni intavolati alla Comunella di Opicina avessero natura demaniale civica, e fossero gravati dai diritti di uso civico a favore di tutti i cittadini del Comune di Trieste.

La Comunella di Opicina impugnò il bando commissariale sostenendo che il Commissario non aveva tenuto conto della documentazione tavolare dalla quale risultava invece che i detti beni, essendo intestati alla Comunella di Opicina, erano beni di proprietà collettiva intergenerazionale della Comunella, soggetti unicamente agli usi civici esercitati *ab origine* dai soli *consorti* della Comunella e non da tutti gli altri *cives* del Comune di Trieste.

Si deve avere presente che i beni della Comunella di Opicina erano annotati con distinte partite catastali non corrispondenti a quelle iscritte nel Libro Tavolare del Comune Censuario di Opicina. Di fatto nella verifica demaniale degli usi civici della frazione di Villa Opicina del Comune di Trieste, le Comunelle originarie vennero confuse con le omonime frazioni amministrative del Comune

12 A norma dell'antico Statuto, Opicina è una « comunione di diritto privato tra i discendenti ed eredi degli antichi titolari dei fondi di proprietà collettiva indivisa siti nei Comuni censuari di Opicina, Rupingrande e Gabrovizza, fondi costituenti il patrimonio agro-silvo-pastorale delle comunelle, amministrato e goduto in modo indiviso secondo le antiche consuetudini e tradizioni della comunione familiare montana ». La comunella di Opicina è stata riconosciuta persona giuridica di diritto privato ex l. reg. n° 3/1996 con provvedimento del Presidente Regione Aut. Friuli Venezia Giulia 15.5.2001 n° 168, ad esito di un contenzioso con la Regione Friuli Venezia Giulia che aveva negato tale riconoscimento. Il provvedimento di diniego fu annullato dal Tar Friuli Venezia Giulia con sentenza n° 369/2000.

di Trieste nel cui territorio ricadono i beni delle Comunelle aventi la medesima denominazione.

Molti anni dopo, la Comunella di Opicina ottenne, dopo un complesso contenzioso con la Regione Friuli Venezia Giulia, il riconoscimento come comunione familiare montana con decreto del Presidente Regione Aut. Friuli V.G. del 15.5.2001 n° 168 ai sensi della l.r. Friuli V.G. n° 3/1996 e con lo stesso decreto fu approvato lo statuto dell'ente¹³. La Comunella di Opicina poté così impugnare il Bando commissariale del 1955 e chiedere al Commissario per gli usi civici di Trieste di accertare l'inesistenza dei diritti di uso civico e/o del demanio comunale di uso civico a favore dei *cives* del Comune di Trieste, e dichiarare invece l'esistenza degli stessi diritti a favore dei soli *consorti* della Comunella originaria di Opicina, sui terreni di antico possesso collettivo della comunella.

Con il ricorso la Comunella ha chiesto anche l'annullamento del bando commissariale del 1955. Con la sentenza n° 2/2012, il Commissario usi civici di Trieste ha respinto il ricorso della Comunella fraintendendo le risultanze della CTU e sostenendo che i beni fossero aperti all'uso civico anche di soggetti terzi rispetto ai consorti della Comunella.

La Comunella di Opicina ha impugnato la sentenza del Commissario dinanzi alla Corte d'Appello di Roma, sezione usi civici, con reclamo del 5.7.2012, ma anche il suo reclamo è stato rigettato dalla Corte d'Appello con sentenza n° 12/2014. Su ricorso della Comunella, la sentenza della Corte di appello è stata annullata dalla Corte di Cassazione di Roma, con sentenza 10.10.2018 n° 24978, che ha rinviato la causa ad altro Collegio della Corte di Appello di Roma stabilendo il principio di diritto cui dovrà attenersi il giudice di rinvio per l'accertamento della appartenenza dei terreni in contestazione.

Il principio di diritto è il seguente: «...nell'accertare la *qualitas* dei terreni in contestazione (il giudice di rinvio) applicherà il seguente principio di diritto: «le comunelle o vicinie o vicinanze dell'altopiano carsico-triestino, comunque designate o denominate, costituiscono enti esponenziali dei domini collettivi, riconosciuti dalla legge n° 168/17 come ordinamento giuridico primario delle comunità originarie, soggetto solo alla Costituzione; pertanto, il contrario assoggettamento della relativa base territoriale agli usi civici ex lege n° 1766/27, stabilito da un bando commissariale ancorché anteriore al riconoscimento dell'ente esponenziale, non produce effetti per carenza del corrispondente potere amministrativo».

C. Le comunità originarie di abitanti e il loro ruolo nella società post-moderna e post industriale – i nuovi usi civici

Abbiamo esposto in sintesi il percorso delle comunità originarie di abitanti attraverso i periodi storici in cui esse hanno governato in piena autonomia e custodito i loro patrimoni agro-silvo-pastorali a vantaggio della collettività in conformità degli statuti e regole consuetudinarie, fino all'attuale riconoscimento

13 V. nota 13.

con la legge n° 168/2017 come ordinamento giuridico primario delle collettività (naturalmente nei limiti della sfera degli interessi collettivi di loro pertinenza).

E' importante considerare che le comunità originarie detengono ancora la maggior parte del patrimonio agro-silvo-pastorale che esse hanno saputo tutelare anche nei tempi più recenti opponendosi a scelte urbanistiche irrazionali e ad interventi distruttivi del paesaggio e dell'ambiente naturale. È per questo il legislatore nazionale ha voluto inserire i beni collettivi nella categoria dei beni ambientali.

I rapporti con gli altri settori della società e con i poteri locali e centrali, ad ogni livello, sono stati sempre conflittuali, ogni comunità ha dovuto difendersi da aggressioni e soprusi di ogni genere. È stata una lotta non sempre vincente, come narrano le antiche cronache locali e risulta dai vecchi e moderni contenziosi.

Le comunità a struttura familiare, corpi chiusi nelle loro tradizioni, lontane dalle aree urbanizzate, non hanno saputo e spesso non hanno voluto accettare le nuove tecnologie né adeguarsi alle regole della cd. civiltà dei consumi. Il mondo delle comunità montane e rurali è rimasto così al margine del sistema socio-economico con conseguenze pesanti in termini di occupazione e di sviluppo.

La società borghese e capitalista ha avuto il suo apice nell'800 e nel primo '900, con la rivoluzione industriale. Nella seconda metà del '900, dopo il Secondo conflitto mondiale che aveva provocato la distruzione di quasi tutto il territorio nazionale, si è avuta la fase della ricrescita, la ripresa della produzione e dei commerci, la ricostruzione dei centri abitati e le grandi opere, ma è stato un processo guidato dal profitto e dagli interessi speculativi, al di fuori di qualsiasi pianificazione economica e programmazione di carattere sociale e di salvaguardia dell'ambiente.

Ad inizio 2000, con le nuove tecnologie informatiche e la globalizzazione dei commerci e dei traffici, la società è cambiata di nuovo. Dopo gli eccessi del vetero capitalismo, siamo ora in una fase di decrescita della produzione e dei consumi che ha portato ad un nuovo tipo di società¹⁴.

La vita sociale e degli individui è in continua trasformazione, soggetta a tecnicismi e a scelte decisionali a livello sovranazionale, spesso non controllabili, con un ritmo ed una progressione sempre più rapida. Vi sono complicazioni di ogni genere e problemi seri per la stessa conservazione del pianeta e per la salute di ogni essere vivente. A tutto questo si aggiunge l'imponderabile rappresentato dagli effetti dei cambiamenti climatici sulla vita del pianeta (surriscaldamento, deforestazioni, pesticidi, etc.).

In questa nuova realtà dove il vecchio sistema economico è entrato in crisi, si aggravano le disuguaglianze sociali, avanza una nuova povertà che attacca anche

14 Nella seconda metà del '900, si è sviluppata la corrente della cd. «decrescita felice» sulla necessità di ridurre la produzione ed i consumi e quindi la gran massa dei rifiuti. Molti ed interessanti movimenti ideologici si sono tradotti in una grande varietà di iniziative ecologiche e solidali che segnano il ritorno all'antico, le cd. «buone pratiche», tra cui l'agricoltura biologica, il risparmio energetico, la *green economy*, *slow food*, etc. (in Wikipedia, «decrescita»).

la classe media, il mondo del lavoro produttivo non ha più garanzie, vengono meno i diritti dei lavoratori ed è messo in discussione persino il diritto ad una retribuzione che assicuri un livello dignitoso di vita. È una situazione drammatica in cui cadono anche le certezze e garanzie sociali conquistate con tanta fatica dai settori a più basso reddito nella seconda metà del '900.

Si impone una inversione di tendenza, nuove scelte socio-politiche, la produzione dei beni deve essere eco-compatibile, occorre ritornare ai vecchi riti del mondo contadino e mettere al primo posto i valori della solidarietà, del bene comune e della vita secondo natura. In questa prospettiva, la gestione comunitaria può costituire un modello ed una guida per una società più giusta e attenta ai valori sociali ed umanitari, una alternativa rispetto alla società ex capitalista che oramai appartiene al passato. Bisogna riconoscere che l'antico sistema comunitario corrisponde al modello dello sviluppo sostenibile teorizzato dai fautori della cd. decrescita felice¹⁵. Secondo questa teoria, si ritiene che attraverso la riduzione della produzione e dei consumi si può raggiungere un rapporto equilibrato uomo-natura, che riporta in primo piano quei valori di solidarietà, giustizia sociale ed uguaglianza che devono caratterizzare la società del futuro. E sono gli stessi valori dell'antico mondo delle comunità originarie degli abitanti, dei vecchi villaggi. Tutto ritorna in un ciclo continuo. Di fronte al fallimento del sistema economico basato sulle leggi del mercato e del massimo profitto, le comunità originarie e l'intera categoria degli assetti collettivi possono svolgere un ruolo importante, possono far rivivere le antiche regole di vita naturalmente adattandole e servendosi delle nuove tecnologie.

I diritti civici originari, anche se trasformati nell'oggetto e nelle modalità, possono ancora servire per assicurare una esistenza libera e dignitosa «*nec inermen vitam ducere*» come dicevano i vecchi fisiocrati e i demanialisti di scuola napoletana di fine '700.

Se all'origine degli insediamenti umani stabili, vi era la necessità di porre in comune i beni ed i prodotti indispensabili alla vita e alla sopravvivenza del gruppo, oggi nella società consumistica e digitalizzata, va riconosciuto a tutti gli esseri umani il diritto di accesso ai nuovi sistemi di vita materiale ed intellettuale, ad internet, alla cultura, alla disponibilità dei macchinari e ai nuovi processi produttivi. Questi sono i nuovi diritti civici o di uso civico che in effetti corrispondono ai diritti costituzionali e primari degli ordinamenti giuridici moderni.

Sta avanzando un rinnovato interesse del mondo della cultura e degli ambienti di maggior sensibilità, per il mondo contadino (il vecchio contado) e le sue regole tradizionali di vita. È il cd. mondo *vintage* che sta conquistando ed affascinando le generazioni giovani e meno giovani. Che stanno scoprendo una realtà antica sinora poco conosciuta ma che può giocare un ruolo alternativo importante soprattutto in sede locale. Le grandi e grigie periferie urbane possono tornare ad essere centri di vita associata e solidale come nelle comunità di paese.

15 V. nota 15.

D. Il contributo dei centri studi e associazioni culturali e conclusioni

Il mondo delle comunità e degli assetti collettivi è stato sempre un mondo poco conosciuto al di fuori dei territori interessati. Un mondo ristretto, chiuso, dove la scarsa trasparenza ha spesso favorito gli interessi dei grandi proprietari e del ceto borghese a danno delle comunità locali e dei diritti civici della popolazione rurale. Le ragioni sono storiche e culturali, ma ora gli interessi e i problemi esistenziali delle collettività stanno emergendo con il mutare delle condizioni sociali e soprattutto con la nuova consapevolezza dei propri diritti (i nuovi e moderni Usi civici) e dei vantaggi della gestione comunitaria.

La parte più avanzata della dottrina, la giurisprudenza della Corte di Cassazione, gli storici, i giuristi specializzati nel settore, i tecnici e periti demaniali, hanno svolto in passato un ruolo molto importante nella scoperta e difesa dei diritti delle comunità originarie e dei diritti dei cives, del cd. demanio civico.

Ma l'intervento della cultura ora non basta più: la società sta mutando, il mondo comunitario si sta rinnovando, si sta aprendo alla partecipazione di tutti i settori interessati e ha bisogno di nuovi strumenti. Gli enti di gestione dei beni della comunità titolare sono diventati per legge associazioni di diritto privato e servono nuove professionalità.

I Centri studi le associazioni culturali hanno fatto un gran lavoro, ad esempio nelle iniziative legislative che hanno portato all'approvazione delle leggi montagna n° 991/1952; n° 1102/1971 e n° 97/1994 fino all'ultima legge n° 168/2017 sui domini collettivi. Ora stanno operando per l'attuazione della legge n° 168/2017 nei procedimenti di rinnovo degli enti di gestione, la nomina degli organi, i nuovi statuti, la costituzione delle nuove strutture comunitarie nelle zone dove sono mancate o hanno perso vigore. Su questi problemi vi è un gran dibattito fra operatori e i pubblici poteri.

Sono molto attivi il Centro studi e documentazione sui demani civici e le proprietà collettive presso la Facoltà di Economia dell'Università degli Studi di Trento dove si sono costituiti molti centri di sostegno delle proprietà collettive, il Centro Studi sulle proprietà collettive e la cultura del giurista Guido Cervati presso la Facoltà di Economia dell'Università de l'Aquila, a Roma si è costituita l'Associazione Aprodac (Ass.ne per la tutela delle proprietà collettive ed i diritti di uso civico) tra giuristi, esperti e appassionati del settore, periti demaniali e operatori economici, amministratori degli enti di gestione¹⁶.

Si sono formati molti Comitati e associazioni locali dove vi sono interessi collettivi da difendere. A Trento si è costituita l'Associazione provinciale delle ASUC trentine; a Teramo (Abruzzo) vi è l'Associazione provinciale «Usi Civici

16 Scopo statutario primario di Aprodac è la diffusione della conoscenza delle proprietà collettive e dei diritti di uso civico anche al di fuori degli ambiti di competenza, promuovere e coordinare gli studi e le ricerche sulle proprietà collettive ed i diritti di uso civico in Italia e all'estero costituire un punto di riferimento, di aggregazione, di sperimentazione e di formazione per gli studiosi ed operatori comunque interessati al settore, v. Statuto nel sito www.demanio.civico.it.

Teramani»; nel Lazio è molto attiva l'Associazione regionale Università Agrarie del Lazio – ARUAL – che assiste gli amministratori delle Università Agrarie. Inoltre, vi sono molte iniziative private, come il Laboratorio per gli usi civici e le identità locale in Calabria.

Sono gli interessi collettivi locali che si stanno muovendo per il riconoscimento e la difesa dei diritti civici, diritti irrinunciabili e che non si perdono mai. Nei territori abitati, in caso di spopolamento, si diceva un tempo che le mura continuavano a possedere per i cives che potevano sempre tornare a rivendicare i diritti degli avi¹⁷.

17 Per un'analisi approfondita della giurisprudenza più antica in materia di usi civici si rinvia alla selezione delle massime raccolte in « *Giurisprudenza - Archivio Storico 1870-1970* » pubbl. sul sito www.demaniocivico.it, sez. Sentenze, Giurisprudenza Storica.